

Entretien entre Anne Cécile Bras (journaliste Radio France Internationale), Arnaud Greth, président fondateur de l'association Noé Conservation et Geoffroy Mauvais, coordonnateur du programme panafricain sur les aires protégées de l'UICN, l'Union Internationale pour la conservation de la nature, diffusé le 01 juillet 2012 par RFI (<http://www.rfi.fr/emission/20120701-2-alerte-afrique-francophone-grande-faune-disparait>).

Anne Cécile Bras (ACB) : Geoffroy Mauvais, il y a des lieux emblématiques de la préservation en Afrique de l'Ouest comme le parc du W 10.000 km carré de savane réparti sur le Niger, le Burkina Faso et le Bénin. La réserve de la Pendjari fait partie de ce parc et il y a des difficultés pour la gestion de cette réserve en ce moment.

Geoffroy Mauvais (GM): L'exemple de la Pendjari, la Pendjari ne fait pas tout à fait partie du parc du W mais du complexe W, Arly, Pendjari. Le W, c'est un parc transfrontalier sur les trois pays tout à fait mentionnés et la Pendjari est juste à côté. Mais la Pendjari effectivement, c'est un parc d'un peu plus que 300.000 hectares donc une taille déjà intéressante qui a bénéficié ces 15 dernières années d'un support de nombreux donateurs qui sont là pour une fois investis assez intelligemment dans la durée, essentiellement l'Allemagne d'ailleurs, KfW, la GIZ mais aussi la France, l'AFD, le fond français pour l'environnement mondial, bon, c'est un parc qui a été soutenu dans la durée avec de l'assistance technique, des moyens et qui a su mettre en place un partenariat intéressant avec les populations périphériques, les communautés sous la forme d'associations villageoises de gestion des ressources de la faune. Tout ça marchait bien, techniquement ça se développait bien, je pense que c'était et c'est toujours un modèle pour la région. Mais encore une fois on n'a pas travaillé sur qui gère le parc et comment on allait continuer à le gérer. Et récemment, il y a six mois, le conservateur qui avait été un peu la cheville ouvrière de tout ça est parti et donc le contexte a changé, les équilibres ont changé, les relations entre les personnes ont changé et comme le système n'était pas solide, n'était pas structuré pour fonctionner correctement, on commence à assister à des dysfonctionnements, donc il est un peu difficile de se rendre compte de leur gravité, mais ce

qu'on sait, ce que le braconnage a repris, la communication avec les population s'est beaucoup dégradée, il y a aujourd'hui des campagnes à la fois dans la presse, à la fois sur internet, des pétitions. Enfin six mois après le départ finalement du bailleur de fond principal qui était l'Allemagne, on se retrouve dans une situation qu'Arnaud a très bien décrite, c'est-à-dire, complètement désorganisée. Mais dans ce cas précis ce n'est pas parce que les bailleurs ont mal fait leur travail pour une fois ou pas bien fait ou pas suffisamment bien, mais c'est parce qu'on n'a pas sût tous ensembles et moi avec, puisque j'ai participé à la Pendjari, on n'a pas sût construire la gouvernance, solidifier une gouvernance pour le long terme.

ACB: Vous avez prévu d'envoyer une mission sur place prochainement justement pour faire un état de lieu?

GM: Ce serait une façon de clarifier la situation. Parce que aujourd'hui, il y a des campagnes, et ça je tiens à souligner c'est extraordinaire parce que c'est la première fois que je vois autant de campagnes et autant d'implication de la société civile aussi bien au Nord qu'au Sud sur une telle thématique. Donc c'est très très important, ça montre un mouvement, ça montre que ça bouge. Mais malheureusement comme toujours, il y a beaucoup de nouvelles qui se percutent et il est difficile de distinguer le vrai du faux. Donc je pense qu'aujourd'hui, la situation est telle qu'il faudrait une mission externe pour établir les faits et pour permettre à tous les acteurs en présence de pouvoir discuter et recréer le dialogue qui est nécessaire pour sortir le parc de cette état.